

# tribune de l'autogestion

## **Frédo Krumnow : prendre en charge son destin**

Dans le cadre de la tribune de l'autogestion, nous publions cette semaine des bonnes feuilles du dernier chapitre du livre de Frédo Krumnow, *CFDT au cœur*, qui paraît cette semaine aux éditions Syros. Dans ces pages, inédites jusqu'à présent, Frédo pose le problème des échéances : la prise du pouvoir. Il essaye de montrer que le pouvoir des travailleurs devra s'exercer partout dans une société socialiste autogestionnaire.

La contribution de la CFDT à une prise de pouvoir socialiste par la prise de conscience politique des travailleurs à travers l'action de masse est un élément important pour un changement fondamental dans notre pays. Mais cela ne peut être laissé au hasard et à la spontanéité. Cela suppose une volonté permanente de politisation et une formation accrue des militants à l'analyse politique. On peut toutefois se demander si c'est suffisant. Peut-on limiter aujourd'hui le rôle politique d'une organisation à ce qu'on pourrait appeler une stratégie de conscience ?

Ce serait oublier que la prise de pouvoir que nous souhaitons pour les travailleurs ne vise pas que les structures politiques actuelles et le pouvoir central. Ce serait oublier que la légalité socialiste, que nous voulons réaliser pour que puissent s'exprimer librement tous les droits et toutes les aspirations des travailleurs, ne peut pas se décréter que par le canal des lois et décrets.

### **affirmer la démocratie ouvrière**

L'orientation autogestionnaire suppose que nous ayons une stratégie qui conduise les travailleurs à modifier la légalité capitaliste et bourgeoise et à prendre le pouvoir à tous les échelons, à commencer par ceux qui leur sont les plus proches.

Dans la façon d'envisager la démocratisation de l'entreprise, la CGT avance un schéma qui consiste à prendre, au niveau du pouvoir central, un certain nombre de mesures mettant en place de nouvelles structures de gestion dans lesquelles les travailleurs pourraient ensuite trouver une possibilité de s'exprimer, se manifester et participer : mise en place de conseils d'administration dans les entreprises nationalisées (et seulement celles-là) pour lesquels les travailleurs désigneraient leurs représentants ; nouvelles structures au niveau du plan, etc.

L'autogestion se construit par nature sur une base différente. Il ne s'agit pas d'aller vers une plus grande participation des travailleurs au niveau des différentes instances de gestion, mais d'un transfert total du pouvoir de la propriété privée, de la bureaucratie et de la technocratie, à la collectivité de base des travailleurs. Ce n'est pas tant de nouvelles structures bipartites ou tripartites qu'il s'agit d'exiger du pouvoir central, mais d'un véritable transfert de droit et de pouvoir, notamment à la collectivité de travail-

leurs dans l'entreprise. Celle-ci comprend tous les salariés, du manœuvre à l'ingénieur, associés dans un droit égalitaire d'expression et de décision. C'est alors à cette collectivité de travailleurs de se donner pour commencer les structures qu'elle imagine elle-même et qu'elle trouve elle-même les plus adaptées à une prise en charge collective et à une meilleure expression démocratique.

Il y a entre les deux approches de la démocratie économique une différence fondamentale. D'un côté, il s'agit d'aborder la transition au socialisme par des mesures successives et progressives, élaborées à l'avance par des partis dans le cadre d'un programme commun ; de l'autre, il s'agit avant tout de faire de la période de transition une période d'expression et d'imagination des masses en transférant à celles-ci le droit de décider et de légiférer à leur niveau. C'est de là que vient pour l'essentiel la réticence des autogestionnaires à imaginer des structures et une construction sociale autogérées, élaborées à l'avance et qu'il suffirait d'appliquer au jour « J ».

Le but est de faire prendre en charge par les travailleurs leur destin. A partir de ces deux perspectives, le conflit entre centralisation et décentralisation n'est pas chose vague, et le clivage entre le courant socialiste centralisé et les socialistes autogestionnaires n'est pas un faux clivage. La perspective autogestionnaire devrait donc conduire à une stratégie de prise de pouvoir par les travailleurs à partir de la collectivité de l'entreprise et hors de celle-ci, à partir des collectivités d'habitat et de vie sociale. Une stratégie de cette nature n'a pas, pour s'exprimer, besoin d'attendre la prise de pouvoir de la gauche ou une série de mesures légales. A priori, elle se manifeste le mieux en se situant dans l'illégalité, en mettant en cause la légalité et les structures actuelles du pouvoir

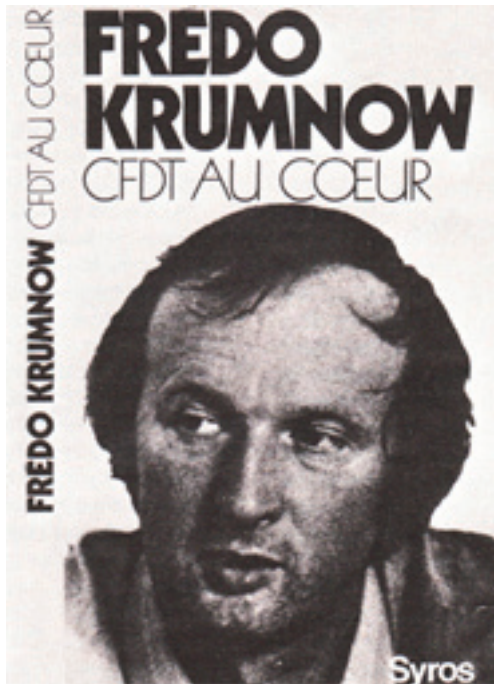
### **un exemple : Lip**

Ce qui est le plus percutant dans le conflit Lip n'est pas l'ampleur de la solidarité ou la constante recherche de l'unité d'action, mais la prise de pouvoir des travailleurs en grève sur une partie de l'instrument de production. C'est la première fois que des travailleurs ont décidé de s'approprier une partie de l'actif de l'entreprise et de le gérer en fonction de leurs besoins (ou plutôt de leur survie) avec une telle ampleur. Tout d'abord, par la voie déjà très classique de l'occupation de l'entreprise, mais surtout

en prenant possession des stocks de montres, de pièces détachées, en décidant de continuer la production et d'en assurer la vente à leur profit. Rarement, la prise de pouvoir collective des travailleurs est allée si loin.

[...] La mise en œuvre de la plus large expression démocratique et de la plus intense imagination collective ne suffit pas à faire une stratégie. Encore faut-il que cette recherche aille dans un sens précis. Pour rejoindre une orientation autogestionnaire, il est indispensable qu'elle aille vers des actions amenant les travailleurs à une plus grande prise de pouvoir par la voie de fait, qu'elle aille donc dans le sens de la contestation effective de la légalité et du pouvoir capitaliste. [...]

De telles formes d'action pourraient s'imaginer dans de nombreux domaines. Si un particulier se met à acheter des produits au producteur pour les vendre à la consommation sans se soucier de la TVA ou des autres taxes, il sera très vite poursuivi et neutralisé. Mais imaginons que les organisations syndicales arrivent à mobiliser les masses dans une action de grande envergure pour contacter les producteurs de fruits et légumes et autres, et organiser des ventes sauvages devant la porte des usines et dans les



quartiers HLM, sans autre marge que celle du coût du transport, et sans s'acquitter des taxes ? Qui oserait les appréhender ? Ce qui est important pour une organisation syndicale, c'est de ne pas laisser tout cela au hasard de la spontanéité, mais au contraire d'incorporer de telles formes d'action dans sa stratégie.

D'une part, une « stratégie de prise de conscience politique » menée d'une façon déterminée et conséquente pourrait faire jouer à l'action syndicale un rôle capital et déterminant dans la prise du pouvoir central par des forces socialistes. D'autre part, une « stratégie de prise de pouvoir ouvrier par l'action de masse » pourrait provoquer le déséquilibre fatal au pouvoir capitaliste de l'Etat et des patrons, et faire avancer des objectifs allant nettement dans le sens d'une société socialiste autogérée.

Mais pour que cela puisse être, l'orientation stratégique doit être clairement déterminée et ne pas laisser les choses dans le flou et au hasard.